



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture  
Direction des Libertés Publiques

## ARRÊTE

N° 2013-DLP/BUPE- 20 du 21 JAN. 2013

### **imposant des prescriptions complémentaires à la société CREPLAST à Créhange dans le cadre du changement de la nomenclature des installations classées**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le Livre V du Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté n° DCTAJ-2012 - A - 30 du 25 juin 2012 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 autorisant la société CREPLAST à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de matières plastiques, cartons, papiers et à exploiter une déchèterie sur le territoire de la commune de CREANGE ;
- VU** le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU** la circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;
- VU** le courrier en date du 29 juin 2012 de la société CREPLAST par lequel l'exploitant déclare être soumis aux rubriques 2713, 2714 et 2718 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement suite à la parution du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 9 janvier 2013 ;

Considérant que ce changement de rubrique ne nécessite pas de nouvelles prescriptions ou d'abrogation des prescriptions existantes ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRÊTE

### **Article 1er :**

Le tableau de nomenclature de l'article I.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 est remplacé par le tableau suivant :

| N° de la rubrique ICPE | Désignation des installations  | Régime | Capacité   |
|------------------------|--|--------|--|
| 2714-2                 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711<br>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :<br>2- supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>  | D      | 960 m <sup>3</sup>   |
| 2713                   | Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712<br>La surface étant inférieure à 100 m <sup>2</sup>  | NC     | 60 m <sup>2</sup>  |
| 2718-2                 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719<br>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>2- inférieure à une tonne | DC     | DTQD : 250 kg  |
| 2661-2a                | Polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)<br>2- par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :<br>a) supérieure ou égale à 20 t/j  | A      | deux broyeurs de matières plastiques permettant de broyer 20 t/j |

**Article 2 :** En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

**Article 3 :** Délais et voies de recours :

En vertu des dispositions du décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

**Article 4 :** Information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Créhange et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Créhange.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département ainsi que sur le portail internet des services de l'Etat en Moselle ;

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le maire de Créhange, la sous-préfète de Boulay, les inspecteurs des installations classées, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

METZ, le 21 JAN. 2013



LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Olivier du CROIX